

**Zeitschrift:** Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier  
**Herausgeber:** Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier  
**Band:** 29 (2013)  
  
**Artikel:** La militance des femmes, travailleuses, étrangères : entretien avec Rosanna Ambrosi, activiste au sein des Colonie Libere de Zurich  
**Autor:** Shaukat, Saffia Elisa / Ambrosi, Rosanna  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-520296>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 08.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

**LA MILITANCE DES FEMMES, TRAVAILLEUSES, ÉTRANGÈRES.  
ENTRETIEN AVEC ROSANNA AMBROSI, ACTIVISTE  
AU SEIN DES COLONIE LIBERE DE ZURICH  
SAFFIA ELISA SHAUKAT**

**L**ES FEMMES MIGRANTES AYANT DÉSORMAIS ACQUIS LE DROIT DE CITÉ dans la recherche et dans les politiques publiques, plusieurs formes d'engagement politique et social ont pu être observées sur le terrain dans les dernières décennies<sup>1</sup>. Ainsi, l'invisibilité de l'activisme des femmes migrantes en Suisse représente un étrange paradoxe qui se confirme dans l'historiographie helvétique et sa très grande discrétion sur le sujet. Hormis les publications des associations de soutien, souvent victimisantes, on trouve des travaux plus classiques sur la situation familiale et les conditions de travail des femmes migrantes. C'est seulement ces dernières années que des documentaires audiovisuels et des travaux universitaires commencent à faire ressortir l'engagement des femmes migrantes, véritables actrices historiques<sup>2</sup>.

Pour ce groupe social composite, l'activisme dans l'espace public reflète plusieurs appartenances et se situe aux frontières des sphères de militances traditionnelles. Certaines féministes appartiennent par exemple par leur

- 1 Voir Christine Catarino, Mirjana Morokvasic, «Femmes, genre, migration et mobilités», *Revue européenne des migrations internationales*, 2005, Vol. 21, n° 1, p. 7.
- 2 En ce qui concerne la mobilisation des femmes migrantes, voir le travail de Danièle Kergoat, Adelina Miranda, Nouria Ouali (dir.), «Migrantes et mobilisées», *Cahiers du Genre*, n° 51, 2011. Pour l'expérience de travail des femmes migrantes, voir *Revue Sextant*. Pour une histoire européenne des femmes migrantes. *Sources et méthodes*, n° 21-22, 2004. Université de Bruxelles, 2004. Donna R. Gabaccia, *From the Other Side: Women, Gender, and Immigrant Life in the U.S. 1820-1990*, Bloomington, Indiana University Press, 1994. Odile Merckling, *Femmes de l'immigration dans le travail précaire*, Paris, L'Harmattan, 2011. Pour la Suisse: Giovanna Meyer-Sabino, Cristina Allemann-Ghionda, *Donne italiane in Svizzera*, Locarno, Dadò, 1992. Simone Prodolliet, Rosita Fibbi, *Les femmes dans la migration. La situation de la femme migrante en Suisse*, Lucerne, Commission catholique suisse pour les migrants. Commission de la conférence des évêques suisses, 1995.

engagement politique au mouvement ouvrier, imprégné de patriarcat malgré sa volonté «progressiste». La mise à l'écart des femmes dans les syndicats, espaces classiques de la lutte ouvrière, a toutefois en partie influencé la séparation de la cause ouvrière de la cause féministe. En conséquence, l'histoire du rôle des femmes dans les mouvements sociaux a été progressivement réduite à l'histoire du féminisme<sup>3</sup>.

En se penchant sur la mobilisation des femmes étrangères, on peut par contre retrouver l'union des deux causes jusqu'à l'époque contemporaine. L'espace des luttes suisses est en effet plutôt fermé aux étrangères ; d'autre part, le travail reste une des variables structurantes les plus importantes de la vie quotidienne de la majorité des migrantes italiennes, souvent issues des classes les plus faibles de la société. Ainsi, tout en redéfinissant les frontières de la participation politique des étrangers au sein de la société d'accueil, la défense des droits au travail se lie de manière forte à la défense des droits des femmes. Dans la lignée des approches intersectionnelles, qui se développent aujourd'hui en force dans les sciences sociales, on observe comment aux éléments de genre et d'ethnie s'ajoute celui de classe<sup>4</sup>.

Cette réflexion porte sur les pratiques de mobilisation des Italiennes dans la Suisse des années 1960 et 1970, plus précisément sur la commission féminine des Colonie Libere de Zurich<sup>5</sup>. En me basant sur les documents de la Fédération des colonies italiennes (FCLI) archivés aux Archives sociales suisses de Zurich et sur l'entretien avec Rosanna Ambrosi<sup>6</sup>, militante auprès de la section féminine à Zurich, il a été

3 Pour la notion de mouvement social, je me réfère à la définition de Donatella Della Porta et Mario Diani, *Social movements. An introduction*, Oxford, Blackwell, 1996. Le mouvement social est un ensemble de réseaux d'organisation ou acteurs isolés, qui est construit sur des valeurs partagées et sur la solidarité, et qui s'active au sujet d'enjeux conflictuels, en ayant recours à différentes formes de protestation. Le mouvement ouvrier est par conséquent un type de mouvement social.

4 Voir par exemple le numéro de la revue *Agone* consacré à ce croisement. *Comment le genre trouble la classe*, n° 43, 2010.

5 Pour plus de détails par rapport au cas de la militance féminine au sein des Colonie Libere, voir le travail dense et original de Sarah Baumann, *Migrantinnen als Akteurinnen. Die Federazione delle Colonie Libere Italiane in Svizzera der Nachkriegszeit*, travail de Master auprès de la Faculté des lettres de l'Université de Fribourg, sous la dir. du prof. Damir Skenderovic, 2012. Je remercie Sarah Baumann pour ses conseils et sa relecture.

possible de donner une perspective aux différentes activités organisées, et de mesurer le poids des difficultés souvent cachées par les documents.

### **Quels obstacles pour la militance des femmes migrantes au sein des Colonie Libere ?**

La communauté italienne est sans doute une des plus anciennes et nombreuses communautés étrangères en Suisse. Si la FCLI, officiellement fondée en 1943 par Fernando Schiavetti<sup>7</sup> à Zurich, avait pour but de représenter les Italiens dans le cadre de la lutte contre le fascisme, elle s'est constituée sur des réseaux de sociabilité préexistants mis en place par les migrants «économiques» de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle. Après la Deuxième Guerre mondiale, la Fédération se révèle être une des institutions les plus importantes de la lutte pour la défense des droits des migrants italiens en Suisse. Une vingtaine d'années après sa fondation, en 1968, la FCLI regroupe 116 colonies en Suisse, 17 000 inscrits, 63 bibliothèques, 30 équipes de football et 4 cinéclubs<sup>8</sup>. Les revendications portées par la Fédération sont nombreuses et portent sur des éléments fondamentaux de la sécurité sociale tels que l'AVS et le droit à l'assistance sanitaire. Il s'agit d'une association typique qui s'insère dans la tradition de l'entraide<sup>9</sup>.

Toutefois parmi les nombreux travaux d'histoire sur la FCLI, qui rendent compte des différentes luttes pour la défense des travailleurs

6 Rosanna Ambrosi, née à Zevio en 1944, dans la province de Vérone, a vécu sa jeunesse à Padoue. Depuis 1964 elle vit à Zurich. Elle enseigne l'italien et travaille comme traductrice. Engagée dans le monde de l'émigration, elle a été active dans les commissions citoyennes mixtes pour les problèmes des étrangers. Elle a publié le livre *Zwischen zwei Kulturen*, édité par Hibiscus en 2004. Je remercie par conséquent Madame Ambrosi pour sa disponibilité lors de notre rencontre, qui s'insère dans une recherche de doctorat plus générale sur l'émigration des femmes italiennes en Suisse dans le deuxième après-guerre.

7 Voir Stéfanie Prezioso, *Itinerario di un figlio del 1914. Fernando Schiavetti dalla trincea all'antifascismo*, Bari-Roma, Lacaita, 2004.

8 Guglielmo Grossi, «Brevi cenni storici sulle Colonie Libere Italiane», in *Passaporti, prego !* Zurich, Federazione delle colonie libere italiane, 1985, p. 206.

9 Voir aussi Rosita Fibbi, «Les associations italiennes en Suisse en phase de transition», *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 1, 1, 1985. Carlos Garcia et alii, *Les associations des immigrés, repli ou participation sociale ?*, Genève, Centre de contact Suisses-Immigrés, 1988.



italiens, des activités culturelles et de sociabilité au fil des décennies, l'histoire des femmes des Colonie Libere (CL) est encore peu étudiée<sup>10</sup>. La présence féminine au sein des CL est restreinte. Une commission féminine s'organise à la fin des années soixante, au début de manière informelle. Elle acquiert progressivement de l'importance et de la visibilité grâce à son activité de sensibilisation et de soutien des femmes italiennes. Les difficultés sont nombreuses et reflètent plusieurs niveaux de discrimination: les parcourir permet d'exemplifier les enjeux de la militance des femmes migrantes.

Rosanna Ambrosi, activiste des Colonie Libere de Zurich et co-fondatrice de la commission féminine des FCLI, raconte comment, à son arrivée en 1964, les femmes présentes aux réunions de la FCLI sont rares et toujours liées à des hommes déjà militants. Il s'agit aussi de son cas, car son mari – qui deviendra dans les années 70 président des FCLI et président de l'Ecap<sup>11</sup> – est déjà très actif au sein des CL de Zurich à l'arrivée de son épouse.

«Je suis arrivée à la fin de l'année 1964, par amour. Je me suis mariée alors que je n'avais même pas 20 ans, ou plutôt je venais d'avoir 20 ans. Mon premier mari habitait et travaillait ici, il était italien, du Friuli Venezia Giulia. [...] L'impact avec le monde de l'émigration est arrivé immédiatement, car il était politiquement très actif dans cette association qui s'appelait Colonie Libere Italiana. C'était une association intéressante parce qu'elle était assez ouverte, il ne s'agissait pas d'un parti fermé. C'était sûrement de gauche, et on aimait ça. Mais c'était une association ouverte justement, il ne fallait pas croire en quelque chose. C'est là que tout a commencé. Au début je ne faisais presque rien. Il fallait comprendre de quoi il s'agissait. Je venais d'une famille assez bourgeoise, donc j'étais un peu comme ça. Mais cette activité m'a immédiatement intéressée. Après un moment, la question des femmes a émergé, j'ai en effet compris très vite que les femmes étaient absolument marginales. Lors de ces assemblées des Colonie il n'y avait pratiquement que des hommes. J'étais une des rares femmes, car j'étais la femme de celui qui était déjà un responsable... Je n'aimais pas cette situation, elle était tellement injuste. J'étais presque la seule. On était 4 ou 5 peut-être contre une centaine d'hommes: des femmes ou des copines. [...] On a donc pensé qu'il fallait donner vie à un groupe de femmes, car ce n'était pas possible

10 Voir la note 5.

11 Il s'agit d'un institut de formation professionnelle, de formation permanente et de recherche fondé en 1970 par le syndicat italien CGIL, Confederazione Generale Italiana del Lavoro.

de continuer comme ça dans ce monde "arabe". Et on a commencé ainsi à organiser des petits groupes, par ci par là.»<sup>12</sup>

Ce sentiment de marginalité est formalisé quelques années plus tard, en février 1970, lors d'une réunion de la commission féminine. Dans le procès-verbal d'une réunion on peut lire:

«Les comités masculins des colonies font résistance par rapport à la présence féminine. Quand une déléguée est tolérée, elle n'a pratiquement pas le droit de parole. Il est donc nécessaire de commencer une action de sensibilisation au sein des Colonie afin de réaliser une active participation féminine aux activités de l'association.»<sup>13</sup>

Lors de leur arrivée en Suisse, les Italiennes qui se mobilisent possèdent déjà des instruments politiques et culturels qui leur permettent de s'insérer plus facilement dans le mouvement. Il s'agit de femmes souvent issues de la classe moyenne, avec un niveau d'études supérieures et bien établies dans le contexte migratoire. Dans ce cas, Rosanna Ambrosi est une femme «privilegiée» – comme elle se définit elle-même. À son arrivée à Zurich, elle est libre de vivre de manière autonome, de s'inscrire à un cours d'allemand et de fréquenter un milieu intellectuel de gauche. L'émigration constitue dans son cas la possibilité de s'émanciper, d'exprimer sa personnalité de manière plus libre, et d'enrichir ses compétences.

«Je me suis donc libérée de ma famille d'origine, libérée de cette ville de Padoue, très restreinte, très catholique aussi. J'étais bien contente de me marier et de venir à Zurich. À cette époque c'était comme aller à Paris, Zurich était la libération, la ville intéressante. Je savais assez bien le français mais très mal l'allemand, je me suis donc immédiatement inscrite à des cours. Le premier contact a été très positif. On habitait dans un appartement minuscule mais au centre de la vieille ville. Donc, Odeon, Select... [on fréquentait] les deux cafés qui étaient à la mode pour une certaine catégorie de personnes. Finalement, je pouvais sortir, aller et venir comme je voulais, ce qui m'était interdit à Padoue. En Italie, je m'étais inscrite à l'université de Venise Ca' Foscari mais j'avais dû, voulu, interrompre mes études. J'avais en effet fait un gymnase linguistique, un gymnase privé à Padoue, avant.»

12 L'interview a eu lieu en italien le 21 décembre 2012, à Zurich. Le témoignage a été traduit par mes soins, et adapté au minimum dans la version française.

13 *Verbale della seconda riunione della Commissione femminile delle Colonie Libere Italiane*, febbraio 1970, Dossier 5, 40.90.2 Donne, Ar. 40 Federazione Colonie Libere Italiane, Schweizerisches Sozialarchiv, Zurich.

L'exemple de Rosanna Ambrosi est un exemple de cette émigration d'émancipation, qui n'est pas toutefois une constante dans l'histoire des migrations féminines. Au contraire, pour les femmes migrantes l'isolement et les nombreuses tâches peuvent amener à une plus forte soumission qui empêche la remise en question des structures de genre. Dans ce cas, la mobilisation est plus difficile<sup>14</sup>.

Au moment de son arrivée, elle s'intéresse activement au nouveau contexte suisse. Cependant, les liens avec l'Italie restent forts et les idées politiques de cette migrante italienne traversent la frontière. Les pratiques sont variées et quelquefois secrètes. À côté de son engagement auprès des CL, Rosanna écrit dans *l'Unità*, le journal du Parti communiste italien (PCI), imprimé à Milan, des articles à propos de la situation sociale, économique et politique des migrants italiens en Suisse.

«Je l'ai fait, sous un autre nom, pendant une année. C'était une période difficile, je travaillais à la FOBB [Fédération des ouvriers du bois et du bâtiment], le syndicat du bâtiment [...]. Je n'avais rien à faire pendant ces années, et la situation était assez difficile. Ce n'était pas avisé de s'exposer avec son propre nom, surtout si on écrivait pour *l'Unità*. L'activisme dans les Colonie, ça pouvait encore aller, mais pour *l'Unità* c'était mieux d'avoir un pseudonyme. [...] Ils m'appelaient au bureau et je dictais les articles par téléphone, car pendant ces années-là il n'y avait pas les e-mails ! C'était même marrant. Je n'étais pas payée, naturellement. Peut-être 50 fr. par mois ? Ça n'existait pas, et ce n'était pas si important, car personne n'était payé. On le faisait parce qu'on y croyait, on le faisait par idéalisme et aussi parce qu'on aimait faire ça, en réalité.»

Cette pratique féminine d'engagement politique – plusieurs femmes de la commission féminine des FCLI écrivent pour *l'Unità* – atteste donc un niveau de compétence élevé en dépit de la marginalité au sein de l'association. Toutefois, on relève ici que l'entrave à une pratique militante aisée porte sur le fait d'être étrangères. Durant cette période, le contexte politique est en effet assez tendu et il est dangereux de s'exposer comme militant de gauche. L'influence de la communauté italienne sur la culture politique de la société nationale n'est pas minime et, déjà pendant les années cinquante et soixante, de nombreux activistes cadres des CL suisses sont expulsés, accusés d'«activité communiste». Les autorités helvétiques craignent que l'équilibre imposé par la «paix

14 Pour une analyse entre émigration et émancipation, voir Anne Morelli, Eliane Gubin, «Pour une histoire européenne des femmes migrantes», in *Sextant, op. cit.*, pp.12-13.

du travail» soit mis en danger par le développement de mouvements de matrice communiste en Suisse<sup>15</sup>. Dans cet esprit, l'ambassade suisse d'Italie envoie en 1963 un courrier au secrétaire général du Département politique (actuellement Département fédéral des affaires étrangères), Pierre Micheli, dans lequel il souligne les réactions de la presse italienne, et plus précisément de *l'Unità*, à propos de la situation des migrants et des militants italiens en Suisse<sup>16</sup>:

«Ainsi comme vous pouvez le constater, presque chaque jour des articles paraissent à ce sujet et leur contenu est en général, à quelques nuances près, favorable ou défavorable à nos autorités, selon l'attitude des quotidiens à l'égard du communisme. Les articles de *l'Unità* se distinguent par leur virulence, ils sont généralement publiés en première page et occupent plusieurs colonnes. [...] L'article plus récent de *l'Unità* reproduit une lettre de Franco Pesce, un des Italiens qui auraient été maltraités par la Police fédérale. Cet article fait suite aux attaques contre cette Police qu'on se plaît à qualifier de "politique" et d'instrument des banquiers suisses déçus par la nationalisation des entreprises électriques italiennes. La campagne très serrée que mènent chaque jour les sociaux-communistes tant contre la Suisse que contre le gouvernement italien n'a pas été sans avoir des échos dans les autres secteurs de la presse...»

Les rapports avec les autorités helvétiques sont critiques alors que ceux avec les mouvements ouvriers suisses d'une part, et féministes de l'autre<sup>17</sup> sont pratiquement inexistantes. En revanche, les liens entre les CL et la gauche italienne sont solides. Dans notre cas, ce n'est pas la participation des syndicats italiens qui nous intéresse, mais plutôt la collaboration avec l'UDI, l'Union des femmes italiennes, un mouvement proche du PC.

15 A ce sujet en 1963 la FLCI organise un colloque qui porte sur la défense des droits démocratiques des travailleurs migrants: «avec mesure, mais avec fermeté [les travailleurs émigrés] réaffirment leur volonté d'être considérés comme des hommes à part entière, des êtres pensants, et non pas seulement comme des roues interchangeables de mécanismes de production». *Convegno 25 anni delle CLI in Svizzera: I diritti democratici dei lavoratori emigrati*, Zurigo 1968, Dossier: Lettere e telegrammi, parole di saluto, relazione storica, 40.90.7 Convegni e Congressi, Ar. 40 Federazione Colonie Libere Italiane, Schweizerisches Sozialarchiv, Zurich.

16 Lettre politique. Réaction de la presse italienne aux mesures adoptées par les autorités suisses contre des meneurs communistes italiens, Rome, le 29 août 1963, de l'Ambassade de Suisse en Italie à Monsieur Pierre Micheli, secrétaire général du Département Politique Fédéral, Berne. DODIS, 18755.

17 Pour un ouvrage portant sur la mobilisation des femmes suisses dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, voir Pauline Milani, *Femmes dans la mouvance communiste suisse. La Fédération des femmes suisses pour la paix et le progrès. Un militantisme entre conservatisme et émancipation*, Neuchâtel, Alphil, 2007.

«Il n'y avait pas de rapports entre les mouvements suisses et les Colonie Libere. Plus tard on a su instaurer des rapports avec le monde suisse, comme par exemple avec le syndicat FOBB, mais au début très peu. Le côté féminin surtout n'avait pas de contacts. [...] De temps en temps, celles de l'UDI venaient en Suisses et nous apprenaient. C'étaient nous qui les appelions. Une fois par exemple, on a élaboré 200 fiches pour une enquête sur les femmes des Colonie. Malheureusement, on a tout perdu. C'était un grand travail de récolte: elle est restée avec nous trois semaines pour nous suivre. On avait donc plus de liens avec les femmes italiennes qu'avec les femmes suisses. Il y avait cette tradition de la part de l'UDI, des syndicats italiens et des partis, de suivre les activistes en Suisse. À la fois pour des raisons idéologiques, mais aussi parce qu'on était des votants: on disait à l'époque qu'ici il y avait "la longue main du parti communiste". Une trentaine de personnes avaient été expulsées juste avant mon arrivée. Je ne me suis jamais vraiment demandé pourquoi il y avait cette grande collaboration. Au départ, l'UDI était très liée au PC, et dans un deuxième temps elles se sont autonomisées.»

Si l'expérience migratoire et de mobilisation de Rosanna Ambrosi est une forme d'émancipation grâce à un capital culturel, politique et social plus élevé, il s'agit toutefois d'une expérience commune avec les femmes non mobilisées. Femmes actives et non actives forment au moins dans les discours des militantes une communauté idéale et unie. La déconstruction d'une vision antinomique des femmes mobilisées *versus* les femmes non mobilisées permet, de plus, de rechercher les conditions de l'action militante dans l'intersection des plans de l'agir individuel, familial et collectif<sup>18</sup>. Ainsi, Rosanna Ambrosi affirme que la commission féminine est mélangée. Il y a des travailleuses, des femmes au foyer, qui sont plus ou moins scolarisées. Mais les difficultés qui entravent la militance restent importantes, même pour les plus actives. La difficulté à sensibiliser les autres femmes italiennes et à les inclure dans les pratiques militantes semble relever de problèmes très «concrets»: le temps, la famille, le travail.

«Dans tous les cas ce mouvement des femmes dans les Colonie Libere a duré assez peu et il était assez faible. Les problèmes étaient celui du manque de temps de la part de nombreuses d'entre nous, qui avaient déjà une famille. Et puis le manque de conscience, de culture des femmes de base, des femmes ouvrières qui n'étaient pas habituées à sortir, à faire des activités, des assemblées. C'était un peu tout nouveau et elles n'avaient pas le temps. Elles travaillaient huit ou neuf heures par jour, et elles avaient une famille.

18 Kergoat et al. (dir.), *op. cit.*, p.11



Comment pouvaient-elles aller aux assemblées ? Faire de la politique, c'était un luxe.»

Les femmes qui arrivent à participer aux activités des Colonie sont décrites comme des femmes chanceuses, sensibilisées, ingénieuses. Elles sont plus libres des devoirs familiaux par choix ou par stratégie. Considérées comme révolutionnaires, car fuyant leurs devoirs de femmes (mères et travailleuses), elles sont perçues comme des femmes très déterminées. Dans la pratique, on comprend comment effectivement il y a une différence de ressources (culturelles, politiques, d'émancipation) qui divise les Italiennes mobilisées et non mobilisées.

«On n'était pas nombreuses. Souvent, on n'avait pas de famille. Comme la Bonada par exemple. Personnellement, je prenais le temps en négligeant d'autres choses. Il y avait une femme de Berne, Wilma Pesce, elle avait une famille et elle travaillait comme ouvrière mais pas à temps plein. Une autre, de Saint Gall, sans famille... On était 4 ou 5 qui arrivaient à se libérer de la famille, qui étaient assez *klug* et sensibilisées... Alors tu t'enfuis, tu te fais substituer, tu trouves un mari consentant. Si cela t'intéresse beaucoup, tu vas contre toutes les lois.»

C'est l'élément du temps qui est toujours mentionné par les femmes afin de justifier leur impossibilité à l'engagement. Il cache des enjeux importants, car le temps n'est pas seulement une ressource matérielle mais aussi symbolique. Derrière la mobilisation des migrantes se profile la question de l'émancipation féminine. L'émancipation est en effet une condition nécessaire à la mise en œuvre de nouvelles pratiques et, par conséquent, à la remise en cause des logiques de domination pour une transformation des rapports sociaux. Si d'une part, la lutte témoigne d'un chemin possible vers l'émancipation, d'autre part elle découle des ressources qui permettent aux femmes de commencer à dégager du temps pour l'activité militante<sup>19</sup>.

L'accès au travail a longtemps été considéré comme un facteur d'émancipation des femmes. Cependant ce lien est de plus en plus critiqué en raison de la persistance des inégalités de sexe, de la précarisation des femmes dans le monde du travail et à cause de la combinaison du

19 Dans la source publiée on retrouve les mêmes argumentations: *Emigrazione: emancipazione o rassegnazione? Atti del convegno organizzato dalla Federazione delle Colonie libere italiane in Svizzera*, Zurich, Federazione colonie Libere, 1977. Au niveau du débat scientifique, voir Philippe Cardon, Danièle Kergoat, Roland Pfefferkorn, *Chemins de l'émancipation et rapports sociaux de sexe*, Lamarre, Paris, 2009.



travail avec la totale responsabilité de la famille. Cette dernière devient en conséquence un espace non seulement privé, mais politique ; ce qui amène au dépassement de la division entre sphère privée et sphère publique et qui justifie et élève l'importance militante du choix des femmes de la FCLI de se concentrer sur les problématiques de l'école et de la maternité sur lequel nous allons revenir.

Malgré la forte présence de l'élément féministe dans l'engagement militant des Italiennes des Colonie Libere, on observe une subordination symbolique – et non pas simplement numérique – à l'activisme masculin. Même dans les classes plus élevées, la militance sociale et politique des femmes se heurte aux résistances des hommes. Voyons comment l'engagement de Rosanna est subordonné à celui de son mari qui va pouvoir continuer et exceller dans sa carrière politique.

«Naturellement il faut dire que je n'ai jamais fait une carrière politique. Peut-être d'autres l'auraient fait à ma place. J'aurais eu la possibilité de faire carrière à l'intérieur des Colonie Libere, par exemple, et puis, peut-être au-delà, mais... hum, cela ne me dérange pas beaucoup, mais... en réalité oui. Tu es quand même une femme, et peut-être tu n'es pas si bonne à bien parler comme les autres, parce que les autres parlaient tous très bien, même s'ils ont fait la troisième primaire. Et cela est assez intéressant.

– Ça dépendait de quoi ?

– Ils étaient spontanés, légitimés, ils étaient des hommes. Bref ils savaient où ils étaient. C'était leur place. [...] Probablement j'étais moins bien, et mes capacités oratoires étaient mineures, cependant, elles étaient adaptées pour un certain niveau. [...] En ces jours il y avait toujours un peu d'hésitation, un peu de peur... et puis il y avait aussi le fait que j'avais deux enfants dont je m'occupais pratiquement toute seule, car lui, il était engagé, politiquement et professionnellement. [...] Il avait donc un rôle, important, moi j'étais de second ou troisième ordre. Une militance d'appui. Si j'avais vingt ans aujourd'hui... Pour votre génération, les choses vont mieux. Parce que vous avez plus ou moins obtenu la parité, alors qu'en ces temps il n'y avait aucune parité. Absolument pas.»

Ainsi, la discrimination de genre ne s'applique pas exclusivement aux couches plus faibles de la communauté migrante. Même dans les milieux progressistes et militants, même dans les milieux sensibilisés, qui jouissent d'un capital culturel et politique plus important, les femmes militantes se voient ralenties dans leur parcours politique. De plus, ces freins ne sont pas seulement de nature externe mais, au contraire,

internes. Ils se basent sur l'impression d'une compétence mineure, mais aussi sur un fort sentiment de culpabilité par rapport aux devoirs familiaux. Rosanna continue son récit, et nous raconte des petites tensions entre elle et son mari pour décider qui devait aller assister aux manifestations des CL le soir et qui devait rester à la maison avec les petits.

«Mon mari, mon premier mari, était très démocratique, bref, il ne m'obligeait pas à rester chez moi à la maison. Mais j'y restais, car il y avait les deux enfants... que j'ai négligés beaucoup, mais c'est une autre histoire. Cependant, il n'était jamais là, et c'était évident que c'était lui qui allait toujours aux rencontres et aux événements tels que le ciné-forum. (...) Et puis il y a la tête. Même si une femme est émancipée, et je pensais l'être, au fond tu as toujours cette idée que tu dois t'occuper des enfants, du ménage, et de plein d'autres choses... Si tu ne le fais pas... mmm... ça va mal. Tu te sens un peu coupable. J'ai négligé beaucoup mes enfants, puis heureusement il y a eu Christophe, mon deuxième mari. Au début je les ai négligés beaucoup, je courais à gauche et à droite, en vain.»<sup>20</sup>

Cette piste d'une délégitimation intérieure est aussi confirmée par l'enquête plus générale de la chercheuse Meyer-Sabino sur la communauté des femmes italiennes en Suisse<sup>21</sup>. Les raisons qui ressortent de manière systématique en lisant les réponses au questionnaire organisé au sein de la FCLI par la commission – où la chercheuse même a été active – se rattachent en effet à un sentiment d'ignorance au niveau des problématiques et de l'engagement politique vis-à-vis des hommes. Le manque de légitimité de la femme par rapport à l'homme dans la sphère publique reste par conséquent une argumentation confirmée.

### **Les activités de la commission féminine des Colonie Libere: l'aspect familial et éducatif**

En laissant de côté les difficultés de la militance des femmes migrantes, voyons donc de plus près les activités organisées par cette commission et la hiérarchie des revendications qui sont amenées sur le devant de la scène.

20 Pour un témoignage de mère au sujet de son rapport avec son fils, voir le livre de Rosanna Ambrosi, *Caro Matteo. Dialogo con un figlio poco integrato*, Zurich, Hibisus, 2013.

21 Giovanna Meyer-Sabino, *op. cit.*, p. 193.

Comme Rosanna Ambrosi l'affirme, le *focus* choisi par la commission est celui de l'éducation des enfants et de la vie familiale car ces thématiques sont plus proches des migrantes et plus captivantes en vue d'une sensibilisation politique à long terme. Mais ces problématiques ne sont qu'apparemment privées et, dans une optique de lutte féministe, appartiennent à la sphère publique et au politique<sup>22</sup>:

«On a vite compris que pour les femmes c'était très difficile de participer à nos activités, parce qu'elles travaillaient à temps plein, et d'autre part que les thématiques qu'on leur proposait étaient trop abstraites. J'ai donc pensé que c'était mieux de se concentrer sur la scolarisation des enfants. C'était un sujet *up to date*, très actuel. Il y avait de nombreuses discriminations dans les écoles suisses, et la problématique ne ressortait pas encore. On était arriérés, arriérés, arriérés. Les étrangers, au moins comme problème positif, n'existaient pas. Les cours de langue et de culture italienne étaient institués mais peu acceptés par l'école suisse. Il y avait toute une série de problèmes. Un exemple parlant était celui des fameuses classes spéciales que je haïssais et dans lesquelles un de mes fils après est allé. Ça a été une expérience qui m'a confirmé l'absurdité de ces classes. Et lorsque je proposais de les abolir, les Suisses me regardaient comme si j'étais folle. Aujourd'hui ils les ont abolies. [...] Cette thématique de l'école était un emblème: "Donnons de l'espace à nos enfants, et nous en aurons aussi, après." Il s'agissait d'une lutte féminine indirecte. Je pensais que les femmes auraient dû s'intéresser à cela, parce que c'étaient leurs intérêts. Les enfants étaient une chose importante, plus que pour les pères naturellement.»

La commission prépare du matériel de soutien pour les familles migrantes et organise un «Centre d'information pour les questions de scolarisation pour les familles immigrées en Suisse». Le centre est ouvert presque tous les jours de la semaine et il est disponible pour des visites psychologiques des enfants, des informations sur les différents types d'écoles, l'assistance pour des recours, ou des interventions contre des enseignants et des autorités scolaires. La commission se mobilise en outre contre le système scolaire basé sur le principe d'exclusion, et plus précisément contre les classes spéciales – des classes ghetto aujourd'hui abolies – en adoptant une vision moderne d'intégration éducative. Les difficultés rencontrées par les enfants de migrants – souvent renvoyés

22 Rosita Fibbi, Sandro Cattacin, *L'auto e mutuo aiuto nella migrazione : una valutazione d'iniziativa di "self help" tra genitori italiani in Svizzera*, Neuchâtel, Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population, 2002.

– sont en effet grandes à cause de l’allemand, des origines de classe et en général d’une mentalité et d’une culture différentes. Ces éléments pourtant n’indiquent par forcément une intelligence réduite, comme les tests psychologiques – en allemand – soumis aux enfants de migrants italiens le suggèrent.

La commission produit de plus une brochure qui a pour but de présenter le système éducatif de Zurich aux parents. Elle informe les migrants de leurs droits et devoirs par rapport à la scolarisation de leurs enfants, des instruments légaux disponibles, et d’autres ressources qu’ils peuvent mobiliser afin de réagir à des actions perçues comme arbitraires, telles que les tests psychologiques en allemand.

Avec des dessins humoristiques les parents sont sensibilisés à la responsabilité de l’école qui, en niant l’accès aux écoles supérieures, joue un rôle fondamental dans la sélection professionnelle qui va amener les enfants de migrants à devenir ouvriers<sup>23</sup>. L’élément de classe est ici présent dans la question apparemment «privée» de l’éducation: l’école est comparée à une usine qui ne peut pas se permettre d’éliminer «un quart de la production défectueuse», mais qui doit plutôt changer les responsables et les modes de production, dans ce cas, les méthodes éducatives<sup>24</sup>. Ces éléments confirment comment cette initiative de sensibilisation et d’information n’est pas une simple «action de soutien aux migrants» mais s’enrichit d’une valeur politique.

«Nous avons fait une brochure qui s’appelle *Gli emigrati e la scuola*, avec une belle couverture rouge, qui a été éditée par les Colonie. Ça a été une espèce de drapeau, car elle a été bien faite, par un bon designer, avec des dessins clairs, précis, *treffend*. C’était une espèce de vademecum pour les parents, les activistes et les comités parents-école. [...] Dans un deuxième temps, l’école suisse a pris en main la question en abolissant les classes spéciales, en prenant soin de ces problématiques, en cherchant à les affronter positivement.» Au delà des activités autour de l’école, la commission féminine est à

23 *Gli Emigrati e la scuola*, non datée, Brochure consultée dans les archives privées de Rosanna Ambrosi. Voir aussi à la Bibliothèque nationale: Federazione delle C.L.I. in Svizzera ; Società umanitaria, Milano (ed.), *Gli emigrati e la scuola*, in collab. con ECAP-CGIL, sede svizzera, 2a ed., Zurich, 1974.

24 «Si un travailleur ou un technicien d’une industrie quelconque “ratait” une pièce sur 4, s’il devait les jeter comme on jette de l’école (ou de la classe) les enfants en échec, qu’est-ce que cela donnerait ? On changerait de responsable et tous les modes de production.» *Gli emigrati e la scuola*, *op. cit.*, p. 14.

l'origine d'une autre initiative importante: celle du centre de conseil pour femmes migrantes, le Consultorio Condiem<sup>25</sup>, qui est organisé grâce à l'impulsion des femmes des CL mais qui dans un deuxième temps essaye de s'autonomiser. Le Condiem est une structure qui se propose d'aider les femmes migrantes de toute nationalité par rapport à des problèmes de santé, de famille, mais aussi de formation, droits et travail. Comme dans le cas de la question scolaire, les frontières entre engagement social et engagement politique ne sont pas clairement définies<sup>26</sup>.

### **Le manifeste des femmes migrantes: un point d'arrivée ou de départ ?**

Militer comme femme étrangère inclut nécessairement la mise en question des rapports de domination dans différentes dimensions: celle de la femme par rapport à son mari, de mère par rapport à ses enfants, de l'étrangère par rapport à la communauté nationale, et enfin de travailleuse par rapport à son employeur. Voyons comment cette combinaison s'articule dans les revendications des Italiennes de la commission féminine.

Malgré les difficultés, la commission est donc active et la situation des femmes migrantes acquiert une visibilité croissante. Cela est évident lors des congrès. Le congrès d'Olten en 1967 est un des événements les plus importants organisés par la commission féminine des Colonie Libere. Rosanna Ambrosi se rappelle de la manifestation comme un moment culminant pour la Commission féminine:

«Ces groupes n'étaient pas si nombreux ou étendus. C'étaient des groupuscules. Mais nous avons pu faire quand même ce grand Congrès national qui était une chose tout à fait respectable.»

Il s'agit du congrès national des CL: un moment clef pour la mobilisation des femmes migrantes en Suisse. Les femmes des Colonie présentent les revendications selon la hiérarchie suivante. Premièrement, les questions de travail comme la parité salariale, la réduction des heures de travail et le congé maternité; deuxièmement au niveau social, elles revendiquent l'abolition du statut de saisonnier qui porte

25 Tract *Spazio Donne*, Magnustrasse 10, Dossier Spazio Donne, 40.90.2 Donne, Ar. 40 Federazione Colonie Libere Italiane, Schweizerisches Sozialarchiv, Zurich.

26 Tract *Condiem*, Dossier Condiem, 40.90.2 Donne, Ar. 40 Federazione Colonie Libere Italiane, Schweizerisches Sozialarchiv, Zurich.



à la division des familles, la possibilité de bénéficier de logements à des prix populaires, mais aussi la création de crèches, des cours pour une meilleure formation professionnelle. Enfin, la troisième dimension est celle, plus politique de la parité des droits démocratiques, dans ce cas, la participation des femmes italiennes au Comité consultatif des Italiens résidents à l'étranger<sup>27</sup>.

Ce premier congrès donne à la problématique des femmes migrantes une visibilité plus importante et lie la participation des activistes de la commission féminine des CL à d'autres manifestations avec un effet de «caisse de résonance». Un exemple clair est la participation des femmes des CL à la Conférence nationale pour l'emploi et le travail féminin en Italie qui se tient à Rome en 1968 et qui démontre la conscience des Italiennes immigrées du lien stratégique entre militantes italiennes en Suisse et en Italie pour les questions de formation professionnelle et les projets de travail futurs, une fois rentrées en Italie<sup>28</sup>:

«Les travailleuses en Suisse [...] acceptent et remercient pour l'invitation que le ministère Pieracini a faite aux FCLIS pour qu'une délégation participe à la conférence nationale pour l'emploi et le travail féminin en Italie. Elles acceptent et remercient pour le fait que cette mise en contact de centaines et de centaines d'émigrantes à travers l'enquête a montré la grande aspiration des travailleuses italiennes en Suisse à un retour en Italie avec un travail sûr. Cette aspiration ne relève pas seulement d'un lien sentimental avec leur propre terre, mais de la conscience du fait que la République, fondée sur le travail, doit assurer à chacun son propre travail.»

Ces premières manifestations des femmes des CL aboutissent finalement en 1975 à un grand événement qui a lieu les 22 et 23 février, organisé par la Paulus Academie à Zurich Witikon, le centre d'études de Boldern et le centre de contact suisses de Zurich. «*Non più emarginate, ma protagoniste !*»<sup>29</sup> C'est avec ces mots que, dans la Suisse de 1975, les femmes migrantes expriment leur volonté de participation aux mouvements sociaux dans la sphère publique. Ces premières activités promues par les femmes italiennes sont le fer de lance de la sensibilisation qui amèneront d'autres femmes migrantes à se mobiliser ; à côté des

27 *Convegno della donna emigrata di Olten 1967*, Dossier 1, 40.90.3 Donne, Ar. 40 Federazione Colonie Libere Italiane, Schweizerisches Sozialarchiv, Zurich. Ce slogan accompagne l'apparition du manifeste de la femme immigrée en 1975 publié en entier dans la revue *Emigrazione Italiana*.

28 *Convegno della donna emigrata*, Dossier Mozione finale, 40.90.3 Donne, Ar. 40 Federazione Colonie Libere Italiane, Schweizerisches Sozialarchiv, Zurich.



Italiens, de nouvelles communautés prennent une place importante dans la société suisse à partir des années septante. Le congrès de 1975 voit en effet la participation de femmes italiennes, espagnoles, yougoslaves, grecques, suisses, et même de quelques hommes.

Le *Manifeste des femmes immigrées*, motion finale du congrès, est le résultat de plusieurs groupes de travail, actifs les jours précédents et qui travaillent avec des textes, des schémas, des vignettes. Tous les documents sont réunis dans le fonds des Archives sociales et démontrent comment ces activistes essayent d'une part de combiner les différents niveaux de discriminations que subissent les femmes immigrées et, d'autre part, de sélectionner les revendications à amener dans l'espace public. Comme lors du congrès d'Olten de 1967, on constate l'influence des Italiennes: la hiérarchie des revendications se construit autour de la primauté des questions de travail, pour enchaîner avec les problématiques familiales, les problèmes de santé et enfin les questions sociales et les droits politiques. Comme dans l'activité de la Commission féminine, on observe la polarisation sur la situation familiale, et le placement, en dernier point, des questions politiques de droit, parce que plus abstraites et éloignées de l'univers des urgences quotidiennes des femmes migrantes.

Au contraire, le travail reste la dimension la plus urgente, importante et structurante de l'expérience migrante de ces femmes. En premier lieu, le manifeste souligne la nécessité d'améliorer les conditions de travail en garantissant un poste qui soit stable et non précaire, mais il revendique aussi le congé maternité, l'AVS, un salaire égal par rapport aux collègues masculins. Deuxièmement, au niveau familial, le manifeste revendique aussi un changement des conditions de travail: l'abolition du statut de saisonnier qui empêche le regroupement familial, des horaires de travail plus flexibles pour prendre soin de la maison et de l'éducation des enfants et l'amélioration du nombre de crèches. Enfin, les problèmes de santé amènent ces femmes migrantes à demander l'augmentation de centres de conseil pour le contrôle des naissances et l'interruption de grossesse. Encore une fois, les problématiques spécifiquement féminines

29 Traduction en français: "Non plus marginalisées, mais protagonistes" in *Manifesto della donna emigrata*, in *Emigrazione italiana*, (sans date), Dossier 2, 40.60.07 Migration von Frauen, Ar. 48 Zürcher Kontaktstelle für Ausländer und Schweizer, Schweizerisches Sozialarchiv, Zurich.

se conjuguent avec des revendications de migrants: un exemple est celui de la visite médicale à la frontière qui, si elle n'est pas abolie, doit se faire aussi à la sortie du pays afin d'attester où la maladie a été contractée dans un passeport de santé. Enfin, le dernier point concerne le droit de parole et de décision au sein des institutions comme l'Église, les syndicats et les commissions des étrangers.

À ce propos, dans les dossiers consacrés aux femmes de la FCLI, on trouve des interventions virulentes de femmes italiennes sur les problématiques du travail. Une fois encore émerge la problématique de concilier le travail domestique et professionnel. Enfin, la conscience que le faible taux de syndicalisation pose un problème majeur pour un activisme efficace se traduit dans un appel à une mobilisation collective et à la solidarité<sup>30</sup>. Ici, le témoignage d'une des intervenantes au congrès:

«Neuf heures par jour sont excessives, et ne laissent pas d'espace suffisant pour vivre. Les travailleuses sont dans une telle condition dans cette société qu'elles ne peuvent même pas se faire un peu de culture. De nombreuses ouvrières doivent travailler à la pièce pour pouvoir gagner quelque chose de plus pour nécessité de famille et ces travaux à la pièce sont tellement sévères qu'on ne peut même pas échanger un mot avec une autre ouvrière, même pas pour les besoins les plus élémentaires. Le soir, les enfants, prendre soin de la maison ! C'est ça que la société néocapitaliste de la consommation ose appeler "vie démocratique".

J'ai constaté entre autres que bien peu de femmes sont inscrites aux syndicats. Évidemment il s'agit d'un grave préjugé de la femme émigrée et d'une partie de la classe ouvrière. On doit les convaincre d'être actives, de défendre nos droits, aussi parce que les syndicats suisses sont devenus plus bourgeois et nécessitent un coup de pouce pour une lutte syndicale concrète. À cause de ces problèmes, et afin de stimuler une sensibilisation, nous toutes nous devons faire une action commune en réunissant entreprise par entreprise les ouvrières et voir ensemble comment commencer une lutte en commençant par les problèmes plus graves et urgents.»<sup>31</sup>

30 «La solution de tous les problèmes mentionnés présuppose la solidarité et l'organisation des étrangères. Les efforts de petits groupes ou de groupes isolés pour résoudre les problèmes sont inefficaces si une grande partie de leurs "compagnes de souffrance" ne les soutiennent pas. Pour réaliser l'objectif de la solidarité et de l'organisation des femmes étrangères, il faudrait, condition utopique, que les intérêts personnels soient subordonnés à ceux de l'ensemble des femmes étrangères.» Lettre (en allemand) du 25 février 1973, Rapport de l'activiste Ruth Joye, Dossier 4, 40.90.3 Donne, Ar. 40 Federazione Colonie Libere Italiane, Schweizerisches Sozialarchiv, Zurich.

Cet appel à la solidarité féminine nous amène à souligner un aspect important. Les éléments à l'origine de la faiblesse des mouvements des femmes étrangères sont de plusieurs types et ils ne s'expliquent pas seulement par un manque de sensibilisation, de culture politique, de temps, ou de légitimité par rapport aux collègues masculins. En général, face à toutes ces spécificités féminines, il est nécessaire de réaffirmer que les communautés d'origine immigrée se caractérisent par une impuissance chronique dans la mesure où elles ne sont pas capables, en tant que groupe, de contrôler les résultats relatifs à des questions qui affectent leurs intérêts objectifs dans l'arène sociale et politique du pays d'accueil<sup>32</sup>. Cela est évident si on pense que les étrangers ne sont pas citoyens de la nation d'accueil et que leur participation politique est réduite. Les mobilisations sont trop faibles pour influencer les décisions politiques. La transformation d'une question sociale en enjeu politique est en effet subordonnée au contexte politique, social et économique dans un moment particulier et à l'attention de différents acteurs: les partis politiques, les groupes d'intérêts, la population nationale et les autorités politiques qui doivent participer au processus de manière directe ou indirecte. Même les mouvements de solidarité sont rares et ne durent pas longtemps<sup>33</sup>.

### **Difficultés et enjeux du militantisme des femmes italiennes en Suisse**

Grâce à l'entretien avec Rosanna Ambrosi, nous avons pu constater les difficultés d'une pratique militante d'une femme italienne cultivée et politiquement active. Les entraves dérivent de contraintes objectives liées à la vie quotidienne intense des travailleuses migrantes mais aussi du sentiment d'insuffisance par rapport à leurs homologues masculins. En outre, hormis leur invisibilité dans l'arène politique suisse, nous avons pu observer la façon dont l'association est assez fermée – du moins au

31 Franca Sabatti, *Alcune riflessioni di una giovane lavoratrice emigrata*, Dossier 4, 40.90.3 Donne, Ar.40 Federazione Colonie Libere Italiane, Schweizerisches Sozialarchiv, Zurich.

32 Voir Marco Martiniello, «Pour une sociologie politique de la situation post migratoire en Belgique», in M. Martiniello, M. Poncelet, *Migrations et minorités ethniques dans l'espace européen*, Bruxelles, De Boeck, 1993, p. 178.

33 Hans Mahnig, *Histoire de la politique de migration, d'asile et d'intégration en Suisse depuis 1948*, Zurich, Seismo, 2005, p. 24.

début – à une participation réelle et égalitaire des femmes. C'est par le biais des documents produits par la commission féminine des CL qu'il a été possible de se concentrer sur les revendications de ces femmes et d'attester la polarisation sur la thématique de la scolarité et sur les questions de travail.

Ainsi, ces militantes italiennes, qui ne peuvent notamment pas jouir d'un espace de participation politique considérable à cause de la superposition de discriminations différentes, s'engagent et rendent visibles les problématiques des femmes migrantes grâce à un activisme de nature politique. Leurs activités de sensibilisation débouchent enfin sur différents congrès de grande envergure. Congrès de femmes, de migrantes et de travailleuses. Leurs documents, leurs témoignages nous amènent au dépassement de la division stricte entre sphère privée et sphère publique, car la famille – à côté du poste de travail, arène plus classique – devient aussi un espace politique où faire valoir ses droits.

Rendre visible ces expériences de militance permet de réévaluer ces apparentes victimes en véritables actrices. L'activisme social et politique constitue pour de nombreuses femmes étrangères un moyen de revendiquer leurs appartenances. De plus, en tant qu'agents politiques, elles contestent et reconstruisent les frontières de leur citoyenneté dans l'espace helvétique. Cela n'est pas possible au sein des mouvements féministes ou dans les mouvements de gauche suisses, qui à cette époque ne s'interrogent pas encore sur la composante nationale de leur identité. Enfin, cette expérience confirme l'importance de sortir les problématiques féminines de l'individuel et de les transformer grâce à l'activisme en quelque chose de politique. Ce sont les mots de Mitchell, reproduits sur un tract de la commission, qui poussent les femmes migrantes à se rassembler et à sortir du privé invisible.

«Le procès de maturation des peurs secrètes et individuelles de la femme dans une conscience commune de leur sens social, la libération de la colère et des inquiétudes, les efforts de révéler à haute voix les faits douloureux pour les convertir en quelque chose de politique. Ce procès est appelé la maturation des consciences.»<sup>34</sup>

34 Citation tirée d'un tract enrichi par un dessin du peintre Guttuso, artiste italien. Référence de la citation: Juliet Mitchell, *La condizione della donna*, Turin, Einaudi, 1972 [*Woman's Estate*, 1966]. Dossier Matériel de propagande, 40.90.2 Donne, Ar. 40 Federazione Colonie Libere Italiane, Schweizerisches Sozialarchiv, Zurich.

